

Nouvelles locales du mardi 02 novembre 2010

@rib News, 02/11/2010
 SÃ©curitÃ©- Le prÃ©sident de la RÃ©publique Pierre Nkurunziza a rencontrÃ© ce mardi Ã Kabezi en province de Bujumbura les responsables de SÃ©curitÃ© et de dÃ©fense nationale. Le porte-parole prÃ©sidentiel se fÃ©licite de l'Ã©tat actuel de la SÃ©curitÃ©. Selon LÃ©onidas Hatungimana, beaucoup de groupes de bandits ont Ã©tÃ© anÃ©antis et membres mis en prison suite Ã la collaboration entre la population et les forces de l'ordre. (Rtnb)
 - Le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique a annoncÃ©, en marge de la rÃ©union entre le prÃ©sident et les corps de dÃ©fense et de SÃ©curitÃ©, que les jeunes qui avaient quittÃ© leurs foyers en direction des rÃ©serves naturelles croyant adhÃ©rer Ã la rÃ©bellion sont retournÃ©s Ã la maison et tÃ©moignent que cette rÃ©bellion n'existe pas sauf des groupes de bandits qui sÃ©ment la panique au sein des populations. Selon LÃ©onidas Hatungimana, cela est le signe que la SÃ©curitÃ© est bonne et qu'il n'y a pas de poche de rÃ©bellion comme les uns cherchent Ã le faire croire. (Rtnb)- Au cours de cette rÃ©union, le prÃ©sident de la RÃ©publique a dit d'Ã©sapprouver par le comportement de certains mÃ©dias qui grossissent les Ã©vÃ©nements en livrant des informations selon lesquelles groupes armÃ©s circulent librement dans le pays. Selon le porte-parole du prÃ©sident, il faut que ces journalistes fouillent avant de livrer de telles informations. Sinon, mÃªme des sanctions peuvent suivre si de tels comportements persistent, a dÃ©clarÃ© le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique. (Rtnb)- La population de Kabezi oÃ¹ s'est tenue cette rencontre estime que cette rÃ©union vient Ã point nommÃ©. Cette population a rÃ©vÃ©lÃ© aux mÃ©dias privÃ©s que des hommes en uniformes circulent librement dans leur commune jusqu'Ã ce qu'ils demandent de la nourriture. Les gens de Kabezi croient donc que le prÃ©sident veut prendre les choses en mains, en organisant cette rÃ©union dans leur commune. D'autres sources de Kabezi disent que depuis un certain temps, des groupes armÃ©s interdisent Ã la population de vendre leurs rÃ©coltes en leur disant qu'il faut garder cette rÃ©colte pour ce groupes armÃ©s. Ce sont de telles informations qui sont peut Ãªtre jugÃ©es dÃ©rangeantes par le pouvoir de Bujumbura qui trouve que les journalistes sont en train d'Ã©tendre les choses. (Isanganiro)- Quatre chefs de postes ont Ã©tÃ© tuÃ©s Ã moindÃ© un mois dans la province de Ngozi au Nord du Burundi. Le cas le plus rÃ©cent est celui d'un adjudant, qui a Ã©tÃ© tuÃ© par un commerÃ§ant, dans la commune de Kiremba de la province de Ngozi. Ce chef de poste avait commandÃ© de la biÃ¨re mais n'a pas voulu payer et voulait quitter les lieux sans payer, comme il le faisait depuis longtemps, selon des sources sur place. Le cabaretier, fÃ©chÃ© par le comportement de cet agent de SÃ©curitÃ©, a pris un poignard et a poignardÃ© le militaire au niveau du cÃ©ur. Celui-ci en est mort sur le champ. (Rpa/Rema)- Des coups de feu ont Ã©tÃ© entendus ce lundi dans la matinÃ©e lorsque les militaires de l'une des positions de Kiremba Ã Ngozi tiraient en direction de l'endroit du crime. Ces militaires ont cru Ã une attaque des malfaiteurs qui auraient tuÃ© leur chef. Des sources sur place disent que ce militaire avait cette habitude de boire et ne pas payer les cabaretiers. Il avait Ã©tÃ© averti avant d'Ãªtre servi que si jamais il allait recommencer les mÃªmes bÃªtises, il serait chÃ¢tiÃ© exemplairement. C'est ce qui lui arrivÃ©. Les sources administratives dÃ©plorent cependant ce comportement de la part de la population de se faire justice. (Rpa)- Les autoritÃ©s administratives de Kiremba demandent Ã la population des environs de ne plus se faire justice mais plutÃ´t de s'approcher la justice et porter plainte si nÃ©cessaire. Ces mÃªmes sources dÃ©plorent que ce malfaiteur qui a tuÃ© le militaire n'ait pas encore Ã©tÃ© arrÃªtÃ©. Elles demandent Ã quiconque connaissant le meurtrier de faire signe aux forces de l'ordre pour qu'il soit arrÃªtÃ© et jugÃ© conformÃ©ment Ã la loi. RPA/REMA FM- Des coups de feu ont Ã©galement Ã©tÃ© entendus dans la ville de Kayanza, ce lundi dans la soirÃ©e. Des sources sur place parlent d'un affrontement entre les militaires d'une position et un groupe de gens de l'un des quartiers du centre urbain de Kayanza. Quatre militaires non armÃ©s mais habillÃ©s en tenues militaires se battaient avec la population. Pour sÃ©parer les deux groupes, il a fallu que les autres militaires tirent en l'air pour disperser la foule et donner la chance Ã ces militaires de s'Ã©chapper. (Rpa)
 Politique- Les partis d'opposition se dit prÃ©occupÃ©s par le non respect des droits de l'homme et des institutions qui luttent pour cette cause. Dans une confÃ©rence de presse de ce weekend Ã Bruxelles en Belgique, l'ADC-Ikibiri a montrÃ© son inquiÃ©tude de ce qu'il qualifie de tentative de museler l'opposition et la sociÃ©tÃ© civile. Ã l'aprÃªs la destruction des partis politiques d'opposition, les organisations de lutte pour les droits de l'homme sont les secondes Ã dÃ©truire. Le ministre de l'IntÃ©rieur a annoncÃ© lui-mÃªme dans une rÃ©union tenue ce 20 octobre avec 5 organisations de la SociÃ©tÃ© Civile Ã Bruxelles. (Isanganiro)- Une autre prÃ©occupation, sous le confÃ©rencier Anicet Niyonkuru, prÃ©sident du CDP, c'est l'expulsion des expatriÃ©s, diplomates ou membres des organisations de dÃ©fense des droits de l'homme pour avoir dÃ©noncÃ© les abus du pouvoir. Ici, il faisait allusion notamment de l'expulsion de Neela Ghoshal, ancienne reprÃ©sentante de Human Rights Watch. Elle avait Ã©tÃ© sommÃ©e de quitter le Burundi en juin dernier aprÃªs la publication quelques jours avant les Ã©lections d'un rapport sur les violations des droits de l'homme. (Isanganiro)- Un dÃ©putÃ© belge a adressÃ© une correspondance au roi belge lui demandant de faire revenir le Burundi et son gouvernement Ã la raison. Selon la correspondance de cet Ã©lu belge, le gouvernement de Nkurunziza est en train de violer les droits de l'homme et surtout en menaÃ§ant les organisations de la sociÃ©tÃ© civile. Selon lui, cette situation est inacceptable vu combien la Belgique reste le premier partenaire Ã©conomique du Burundi. Il demande Ã ce que le gouvernement en place respecte l'APRODH et son prÃ©sident au lieu de l'intimider; lit-on dans la correspondance. (Rpa)- La jeunesse estudiantine du parti UPRONA (mouvance prÃ©sidentielle), se dit Ã©tonnÃ©e par le silence prolongÃ© des organes dirigeant dudit parti, surtout de son prÃ©sident Bonaventure Niyoyankana en face des cas de violation des droits de l'homme. Dans une correspondance adressÃ©e au prÃ©sident de ce parti, cette jeunesse qui ne cache pas son mÃ©contentement lui demande simplement Ã de remettre son tablier Ã. Ã Le prÃ©sident de notre parti n'a dit rien sur les cas des cadavres trouvÃ©s ici et lÃ, les malversations Ã©conomiques, les violations des accords d'Arusha dans la nomination des Ambassadeurs et Gouverneurs de provinces Ã, a dÃ©plorÃ© le premier secrÃ©taire de la jeunesse estudiantine du parti UPRONA. Ã Sur ce, nous lui demandons de dÃ©missionner Ã, a ajoutÃ© le responsable de la section de l'enseignement supÃ©rieur de cet ancien parti unique. (Bonesha)
 Justice / Medias- Quatre journalistes de la radio publique africaine ont comparus devant le substitut du procureur en mairie de Bujumbura sur plainte du maire de la ville de Bujumbura. Domitile Kiramvu, Bonfils Niyongere, Raymond Zirampaye et Philbert Musobozi, assistÃ©s par leurs

avocats ont répondu à propos des informations faisant état d'un harcèlement contre un employé de l'Hôpital Principal de Bujumbura, Charles Ndayishimiye, dans la nuit du 16 au 17 octobre 2010, quand ce travailleur a été battu par la garde du maire. (Rpa/Bonesha/Isanganiro)- Selon l'un des avocats de ces journalistes, Me Ngendakubwayo, le procès s'est bien déroulé et la cassette suivante sera écouter le contenu des sons qui ont été diffusés sur les ondes de cette radio. (Rpa)- Le directeur de la RPA, actuellement dans le collimateur du pouvoir, se dit déterminé à faire appel à la police étrangère pour mener des enquêtes à l'aide des ADN pour connaître si oui ou non Faustin Ndirakobuca, chargé du transport à la RPA, a réellement touché les armes, comme lui reproché. Selon Eric Manirakiza, c'est une pure manœuvre de fermer la Radio publique africaine et souligne qu'il n'est pas prêt à se laisser intimider par le pouvoir. Eric Manirakiza trouve que la décision de garder en prison le chargé des véhicules de sa radio est une façon de faire taire des voix qui ne chantent pas le régime en place. (Rpa/Isanganiro)